ELECTIONS LEGISLATIVES DE JUIN 1968 - 7° CIRCONSCRIPTION DES B.-du-Rh.



Agé de 38 ans, Marcel PAOLI, après ses études à la Faculté de Droit d'Aix-en-Provence, s'est inscrit au Barreau de Marseille en 1951.

Appelé à remplir ses obligations militaires en 1955, il servit en Algérie et reprit 28 mois plus tard, ses activités professionnelles.

Ancien premier lauréat de la Conférence au stage des Avocats, ancien membre du Conseil de l'Ordre, il siège au Conseil Municipal depuis 1965.

Me Marcel PAOLI est Président de la Fédération des Bouches-du-Rhône (Sud) du Parti Radical-Socialiste et membre du Bureau National.

Il est, de plus, secrétaire de la Fédération départementale de la F.G.D.S.

CANDIDATURE D'UNION DES SOCIALISTES, REPUBLICAINS ET DEMOCRATES

(F.G.D.S. - PARTI RADICAL-SOCIALISTE PARTI SOCIALISTE S.F.I.O.)

Marcel PAOLI

Avocat au Barreau, Adjoint au Maire CANDIDAT

Jean GUGLIELMI

Directeur d'Ecole Publique SUPPLEANT



Agé de 47 ans, marié, pere de tamille Jean GUGLIELMI est un ancien combattant volontaire de la Ire Armée Française avec laquelle II participa au débarquement ainsi qu'aux campagnes de France et d'Allemagne.

Entré dans les cadres administratifs de l'Enseignement technique, il fut par la suite, instituteur à El Oued (Algérie) puis à Marseille.

Il est, depuis 1966, Directeur de l'Ecole des enfants handicapés moteurs du boulevard des Salyens.

Jean GUGLIELMI est membre du Parti Socialiste S.F.I.O.

Electrices, Electeurs,

Vous avez voté, il y a à peine un peu plus d'un an, pour les Elections Législatives de mars 1967.

Peut-être êtes vous de ceux qui ont accordé de bonne foi leurs suffrages aux candidats se réclamant de la V° République et du général de Gaulle ?

Vous doutiez-vous à ce moment-là que le déclenchement d'une des plus formidables crises que la France contemporaine ait connu, provoque si tôt votre retour aux urnes ?

Pourtant, si l'ampleur et les développements de cette crise ont pu surprendre, ses causes étaient parfaitement perceptibles.

ON NE PEUT IMPUNEMENT, EN EFFET :

- PRATIQUER une politique de récession économique qui accroît démesurément le nombre des sansemploi, et par la cassure du rythme de l'expansion, plonge dans l'angoisse ceux qui n'en sont pas encore dépourvus.
- ASSISTER impassible et serein au déferlement dans nos Facultés de la vague démographique née au lendemain de la guerre, avec comme seule solution

proposée, l'impitoyable sélection à l'entrée qui rejetterait plusieurs dizaines de milliers de jeunes gens, chaque année, vers le sous-emploi ou le chômage, et pour les heureux élus, la construction de Facultéscasernes au milieu des bidonvilles dont Nanterre est la monstrueuse illustration.

- ACCROITRE le sentiment de malaise que suscite une politique de prestige international, sans commune mesure avec les réalités politiques et économiques de notre pays.
- REFUSER toujours et en toutes circonstances la participation et le dialogue, saper l'autorité des Corps intermédiaires, assemblées, collectivités locales, au profit d'une technocratie anonyme et sans âme qui impose ses vues et ses moyens aux citoyens, sans leur demander autre chose qu'une contribution financière toujours accrue.
- MOBILISER au profit du seul Etat les formidables moyens d'expression et d'information modernes que sont la Radio et la Télévision, sauf à concéder quelques rares instants aux représentants de l'opposition,

et sans que de véritables débats relatifs aux problèmes qui concernent la vie de tous les Français, solent régulièrement organisés comme cela se fait dans la plupart des grands pays civilisés.

TOT OU TARD, DE TELLES CONTRAINTES NE VONT PAS SANS PROVOQUER UNE INEVITABLE EXPLOSION.

Elle vient de se produire et ses "retombées" sont loin d'être encore achevées.

* * *

Le problème qui se pose à vous est donc aussi simple que capital :

— DEVEZ-VOUS, CETTE FOIS ENCORE, FAIRE CONFIANCE A CEUX QUI, N'AYANT RIEN PREVU PENDANT DIX ANS, PROCLAMENT SOUDAIN QU'ILS VONT TOUT REFORMER ?

CE N'EST ABSOLUMENT PLUS POSSIBLE !

Ni par le choix des hommes appelés au nouveau gouvernement, ni par la définition de ses grandes options politiques, le pouvoir n'a fait la preuve d'une volonté réelle de réforme.

Pis encore.

Sans modification des options budgétaires, sans élaboration d'une véritable politique économique et

sociale communautaire à l'échelle de l'Europe, sans de profondes modifications de structure, la crise actuelle ne pourra déboucher que sur l'inflation et la dévaluation, c'est-à-dire, à court terme sur une crise plus grave encore, car les affrontements y seront infiniment plus violents.

* * *

— VOTER A NOUVEAU POUR LE POUVOIR CE SERAIT INEXORABLEMENT PREPARER A BREVE ECHEANCE DES LENDEMAINS TRAGIQUES.

Que faire alors ?

Nous vous proposons, nous, de choisir la voie que souhaite la majorité des Français.

CELLE D'UNE DEMOCRATIE AUTHENTIQUE OU L'EDIFICATION DU SOCIALISME SE FERAIT SANS QU'IL SOIT PORTE ATTEINTE AUX LIBERTES POLI-TIQUES AUXQUELLES NOUS SOMMES LES UNS ET LES AUTRES IRREMEDIABLEMENT ATTACHES.

C'est une voie que d'autres pays comme la Suède, par exemple, ont empruntée depuis longtemps.

Comme par hasard, ces pays sont à l'avant-garde de la prospérité économique et du progrès social.

C'est cette voie que vous propose la FEDERATION DE LA GAUCHE DEMOCRATE ET SOCIALISTE.

AVEC ELLE
ENTRE LES ANTAGONISTES EXTREMES
POUR LA LIBERTE
POUR LA PAIX SOCIALE DANS LE PROGRES

VOTE Z pour

Marcel PAOLI

CANDIDAT

et Jean GUGLIELMI

CANDIDAT SUPPLEANT